

Le MRP vous parle!

Nouvelle Série n° 57
Janvier - Février - Mars 1993
ISSN 0753-8707

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE PARIS 7 e - Tél. 47.05.84.51

PRIX : 5 F

Jean LECANUET Hommage à un homme de courage

Pour tous ceux qu'unit l'idéal de la Démocratie Sociale, le décès de Jean Lecanuet marque la disparition d'un ami certes, mais aussi d'un guide, un vrai chef de cordée et un entraîneur dont la ligne de conduite n'avait jamais variée et rassurait ceux que leurs convictions portaient au service de cet idéal «centriste et républicain» souvent critiqué parfois même moqué, mais que nous savons irremplaçable.

Du vrai Chef il avait le **courage**. Il avait su le montrer sous l'occupation quand il

enseignait comme professeur de philo à la Faculté de Lille au cours des journées et la nuit participait avec un groupe de résistants à des actions de sabotage. C'est ainsi qu'en août 1944 il fut arrêté par la Gestapo avec le commando qui venait de faire sauter la voix ferrée «Lille-Bruxelles». Evadé il échappa cependant à la relégation dans les camps allemands. Au lendemain de la Libération il entre dans l'action politique dans l'esprit de la Démocratie Chrétienne et en 1960 il devient Sénateur et Président du groupe MRP. C'est alors qu'il fonde le C.D.S. et plus tard l'U.D.F.

En 1965, il manifeste encore son **courage**, en acceptant de poser sa candidature à la Présidence de la République en compétition avec Mitterrand et aussi de Gaulle alors au sommet de sa réputation. **Courage** encore que celui qu'il montrera durant ses dernières années en dominant les souffrances physiques et mentales du cancer qui le rongait et dont il savait qu'il était irrémédiable. Mais dans les derniers jours de janvier dernier, il suivait encore tous ses dossiers

en téléphonant de son lit de malade à ses secrétaires et ceci jusqu'à la semaine qui précéda son décès.

D'autres articles de toute la presse unanime auront marqué la continuité de sa potilique, guidée par l'espoir d'aboutir à un Centre Démocrate efficace, sans jamais dévier de la définition initiale de ses convictions et du but qu'il voulait atteindre. C'est sur ces deux aspects d'une personnalité de haut courage et de fidélité à un idéal inchangé que je terminerai cet hommage.

Tous ceux qui ont eu l'honneur et l'enrichissement de travailler avec lui ressentent son départ comme un deuil familial bien cruel. Mais pour ceux qui partageaient sa Foi et le savent entré dans une autre vie, le meilleur merci à lui rendre sera de nourrir notre action en restant dans la lumière de son exemple et de son esprit.

Robert PRIGENT

SOMMAIRE

J. Lecanuet Hommage à un homme de Courage	1
L'émouvant «au revoir» à J. Lecanuet	2
Extraits du discours prononcé par J. Lecanuet	3
Amis décédés	3
L'Europe attend de nous la création d'une Section Française du Parti Populaire Européen	4 - 5
Pour une clarification et un renouveau de la position Française dans l'Alliance Atlantique	6
Pourquoi la «Socio-Economique»	7
Le MRP vu à travers les dictionnaires	8
Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier Français	9
L'éternel combat de l'abbé Pierre	9
Réunion du Comité Directeur de l'Amicale du MRP	10
Assemblée Générale	10
Une très grande nouvelle :	11
Rappel	11
«Né en 13»	12
Bulletin	12

L'ÉMOUVANT « AU REVOIR » À JEAN LECANUET

Dans la cathédrale de Rouen toute la France était présente ou représentée pour un ultime « au revoir » à Jean Lecanuet.

Rarement un homme aura autant séduit ses concitoyens.

En raison des responsabilités que j'exerçais à l'époque j'ai intensément vécu la campagne présidentielle de 1965 et la fondation du Centre Démocrate qui a suivi et je peux témoigner de l'extraordinaire influence exercée par Jean Lecanuet dans ces circonstances, non seulement auprès des militants et des sympathisants les plus proches, mais auprès de beaucoup d'autres.

Son éloquence, la clarté de ses propositions, le charme de sa personne contribuèrent grandement aux succès obtenus dans les 2 circonstances évoquées ci-dessus.

Il demeurera un bel exemple de ce que peuvent faire les hommes politiques dévoués à leurs concitoyens et à leur pays.

Dans un numéro spécial de « Démocratie Moderne », journal du C.D.S., de très nombreux et vibrants témoignages sont apportés.

Mais d'autres l'ont été par des hommes qui n'appartenaient pas à la même famille politique.

L'un des plus émouvants est assurément celui de Valéry Giscard d'Estaing, qui rappela notamment qu'il fut extraordinairement séduit par Jean Lecanuet lorsque Pierre Mendès-France présenta son gouvernement devant l'Assemblée Nationale le 17 juin 1954. Le groupe du M.R.P. avait décidé de s'abstenir en raison d'une politique proposée peu favorable à l'Europe.

Cependant les principaux dirigeants du M.R.P. s'abstinrent de prendre la parole. Ce fut Jean Lecanuet, alors inconnu, qui le fit et éblouit son auditoire.

V.G.E. raconte qu'ils devinrent amis dès ce moment et se retrouvèrent toujours très proches, notamment lors de la fondation de l'U.D.F., à laquelle ils furent l'un et l'autre associés.

Terminons cette trop brève évocation par le texte admirable lu par Mgr Duval,

cardinal-archevêque de Rouen, à la fin de son homélie aux obsèques de Jean Lecanuet.

Ce texte reproduit un discours prononcé par Jean Lecanuet en 1987 en hommage à Jeanne d'Arc. Il s'exprime ainsi :

« Oh Jeanne, nous te vénérons, parce que tu te tiens devant nous toute droite comme ton épée de lumière !

Nous t'aimons debout comme la France doit être debout pour être la France. Oui nous admirons, Jeanne, la verticalité de ta geste.

De l'arbre des fées à Domrémy jusqu'au bûcher de Rouen, en passant par les bastides d'Orléans et les tours de Reims, depuis l'oriflamme du sacre, en passant par la lance de guerre, jusqu'à la croix de « réhabilitation » que nous avons plantée ici pour tenir le serment de nos ancêtres, tout est vertical, tout est droit. Tout vient d'en haut et retourne en haut.

Jeanne, toute droite debout jusque dans l'auréole des flammes, reste toujours le signal du possible dialogue entre le ciel et la terre. C'est à ce signal, quand il le faut, que se rassemblent les Français.

La foi religieuse, et le patriotisme ont pu, en d'autres périodes de notre histoire, se séparer en des combats douteux. Mais ici, avec Jeanne et par Jeanne, elles se sont unies dans une absolue pureté. Elles confèrent à l'image de Jeanne une force à nulle autre comparable, qui nous soulève encore au dessus de la banalité morose des travaux et des jours.

Jeanne eut-elle été Jeanne d'Arc, Jeanne de France, si elle avait été préservée du martyre ? Il nous faut affronter cette terrible interrogation ! Tentons de la considérer.

Qui pourrait l'imaginer de retour à la Cour, telle un maréchal en retraite et en robe d'atours, couverte de faveurs et rabâchant ses exploits ? Se serait-elle fait oublier dans un couvent ? ou bien encore, serait-elle revenue en son village pour le reste de son âge ?

Il fallait donc qu'elle mourut pour que la mort qu'elle subit, si monstrueuse et

injuste qu'elle fut, changea son existence en destin, son visage en figure de sainte et d'héroïne. La flamme du supplice fut aussi celle de sa transfiguration.

Tel est le mystère de Jeanne : Rouen en assume avec fierté la douleur et la gloire dans la force qu'elle tire de son histoire deux fois millénaire.

C'est ici à Rouen que s'unissent vraiment la lance et la croix, l'eau du baptême et le feu de l'esprit. Et c'est seulement ici, à Rouen, qu'apparaissent tous les aspects du visage inconnu et fascinant de Jeanne, comme autant de reflets de la France, contradictoire et harmonieuse.

Regardons les personnages qui composent la personne de Jeanne. La voici, fille du peuple et princesse à la Cour, vierge et guerrière, victorieuse et prisonnière, condamnée et réhabilitée, hérétique et sainte, femme par la nature et homme par l'habit, dolente et héroïque, vaincue par le supplice et triomphant dans l'Histoire

Tout en elle s'oppose pour composer sa personne, unique entre toutes. Ainsi Jeanne assume-t-elle toutes les contradictions de notre peuple pour les sublimer. Puisque Jeanne la bergère, en conduisant un roi au sacre, a sacré la France, qu'elle nous aide à surmonter les contradictions de notre temps !

Qu'elle nous porte au moins à faire la différence entre les difficultés passagères de notre pays et les souffrances durables des peuples soumis aux épreuves et la servitude de l'avilissement et parfois du sang répandu !

O Jeanne, pire que les ténèbres eut été l'oubli ! Jeanne, nous te fêtons et voici pour toi le bouquet que nous jeterons dans la Seine »

On ne peut écrire une plus belle page d'histoire et rendre un plus bel hommage à notre héroïne nationale.

Jean COVILLE

.....

EXTRAITS DU DISCOURS PRONONCÉ PAR JEAN LECANUET
Sénateur-Maire de ROUEN
à l'occasion des Fêtes de JEANNE D'ARC
(31 Mai 1992)

Le cri de la Libération je l'ai entendu, tout jeune, exhalé de la foule, en 1945, lors de la capitulation d'Hitler. Et j'ai entendu le même cri à Moscou, le 19 Août 1991, quand le drapeau russe s'éleva, pour la première fois depuis 1917, dans le ciel bleu de l'été en haut du mât planté sur la plus haute tour du Parlement de Russie.

Le cri de la libération c'est un cri, à nul autre pareil, jailli des entrailles d'un peuple et arraché comme un sanglot de joie.

Cependant, après que ces cris d'allégresse se sont éteints, une terrible interrogation, que je ne puis cacher, demeure dans mon esprit.

Le XXème siècle aura-t-il été moins barbare que le Moyen-Age ? Certes notre siècle s'achève dans l'éblouissement du merveilleux des Sciences et des Techniques.

Cependant, lui, notre XXème siècle, l'héritier de la Renaissance du XVIème siècle et des lumières des philosophes du XVIIIème siècle, aura été aussi celui des camps de la mort et des archipels des Goulags. Des bûchers du Moyen Age aux fours crématoires des temps modernes où est le progrès ? Je ne vois, en ce qui me concerne, qu'une réponse : le mal est en nous et il est de tous les temps. Il n'y aura jamais de lutte finale, l'histoire n'aura pas de fin.

Aujourd'hui, voici qu'en Europe les

Nations se réveillent sur les ruines d'un empire disparu.

Ce réveil est leur gloire et leur bien, mais à condition qu'il ne ranime pas en même temps les conflits et les guerres d'antan. La violence ressurgit dans les Balkans en Serbie, sous nos regard horrifiés, et jusqu'à présent impuissants.

Pourtant la tragédie n'est pas fatale. Les Nations, si elles le veulent, peuvent s'affirmer sans s'opposer. Elles peuvent, elles doivent vivre en communauté sans perdre leur personnalité. Cette chance s'offre dans le projet de l'Europe Unie, celui de la communauté de l'Europe de l'Ouest, la nôtre aujourd'hui, mais aussi demain de toute l'Europe, de l'Atlantique au Pacifique, et bien au-delà de l'Oural.

Trois siècles après Jeanne d'Arc, le sacre de la Nation à Valmy a remplacé le sacre du Roi à Reims et le peuple se fit souverain.

Les pages tournent au vent de l'histoire; mais c'est toujours le même livre, le livre de la France. Et demain, la page blanche ou si peu écrite encore de l'Europe s'offrira à notre France. Ce sera un autre chapitre du même livre.

O notre patrie perdue, retrouvée et maintenue à travers les âges, quel est donc ton mystère ? Qu'il est dur d'essayer de percer ton mystère. Celui qu'il faut bien appeler l'âme d'une terre où se rejoignent ceux qui

y sont nés et ceux qui l'ont choisie pour s'intégrer à l'épaisseur de son histoire, à la beauté de sa langue, à la grandeur de sa culture, à l'humanisme de ses valeurs, bref à une volonté de vivre ensemble et de faire d'une simple co-existence, une fraternité chaleureuse, sachant sacrifier quand il le faut la vie pour la Patrie.

L'Histoire de notre siècle qui s'achève peut devenir le printemps de l'avenir.

AMIS DECEDES

Mme Marcelle ARROIS	Reims
Louis BONNEFOY	Les Pilles
Roland BOUDET	L'Aigle
Raymond CHOPINEAU	Gien
Jean DAUDIGNON	Bordeaux
Léon DUBOIS	Lissieu
Mle FERMOND	Valence
Guy FIALON	Paris 14e
Henri LAFOREST	Paris 7e
Maurice LEFERFORT	Paris 6e
Jean MICHEL	Paris 16e
Pierre PAPONAUD	Rive de Gier
Mme Gilbert PERROY	Paris 14e
Joseph RIVIERE	Tarare
Charles SAUVAJON	Valence
Mme Jean SCELLES	St Maurice
Charles SCHNEIBER	Strasbourg

L'EUROPE ATTEND DE NOUS LA CREATION D'UNE SECTION FRANÇAISE DU PARTI POPULAIRE EUROPEEN

La dérive absolutiste d'un régime anachronique s'accélère. La confusion des pouvoirs s'accentue. Le maurassien parvenu à l'Elysée en jouant les socialistes parle de réformer le conseil supérieur de la magistrature en faisant élire les membres qu'il désigne. Mais cette réforme figurait dans ses 110 propositions de 1981 ! Et il se sert plus que jamais de son contrôle sur la carrière des magistrats pour étouffer «les affaires» ou en monter.

L'origine des malheurs du pays est désormais claire. L'unité politique des chrétiens de France s'est d'abord brisée sur le rêve marxisant de syndicalistes égarés. Ainsi affaibli, leur parti devait abandonner le pays à l'ambition personnelle de maîtres-fourbes. Le premier apportait la paix aux peuples d'Indochine... en les plaçant au cœur du conflit Est-Ouest. Le second accusa le MRP de brader les peuples francophones pour mieux les vendre lui-même au pire totalitarisme. Le troisième sacrifia l'Europe à l'Angleterre et le quatrième, la morale chrétienne à la mode. Quant au cinquième, il désarme et déshonore la France après avoir tenté de la ruiner de 1981 à 1984, puis, à Prague, de l'intégrer au système soviétique dans une confédération excluant nos alliés.

Voilà 26 ans que leur modèle à tous a abandonné l'organisation de l'alliance des démocraties pour une troisième voie imaginaire. Voilà trente-trois ans qu'en l'absence du MRP, les familles françaises sont spoliées d'une part croissante des cotisations recueillies pour leurs

allocations. Voilà trente-trois ans que le débat d'idées est remplacé en France par le choc des ambitions et que des partis comme le nôtre (toujours présents sur la scène européenne) ont cédé le pas en France aux clientèles de présidentialités qui traitent l'Etat comme un bien de famille.

Entre temps, le socialisme a fait faillite - le modèle suédois comme le soviétique ! La troisième voie n'existe pas plus que la seconde. L'heure est venue de regrouper les chrétiens de ce pays au service de la famille, du respect de la personne et de la mission de la France. Il n'est que temps de le faire, à considérer le sacrifice de milliers de vies humaines par la contamination délibérée du sang et l'écoulement forcé du sang contaminé !

Cette incroyable contre-performance de la France, première à isoler le virus du sida et bonne dernière à mettre fin au don du sang dans les prisons et les quartiers «chauds», est autrement grave que la corruption «au sommet». Il s'agit en effet d'un crime typiquement stalinien : le sacrifice délibéré d'une population à l'idéologie au pouvoir - une idéologie du plaisir égoïste qui, abandonnant Marx pour Freud, transfère son combat du plan social au plan moral. Une idéologie qui attaque la société au niveau de ses valeurs fondamentales, pour détruire avant tout la famille.

C'est donc au plan moral qu'il faut relever le gant. Et pour ce faire, la force des catholiques est énorme, comme l'éprouva le PS quand il toucha à l'école libre. La coupe est

pleine ! Parmi les scandales qui naissent sous les pas d'un président absolu, il est piquant d'évoquer le tapage fait jadis aux deux extrêmes à propos des «délices et poisons du système» (parlementaire).

REMERPEÏSONS LA FRANCE !

La V^e République est née de l'impatience des ambitions contenues par le poids moral du MRP dans notre vie politique. D'où la coalition des ambitions personnelles (de Charles de Gaulle) et «révolutionnaire» du (PC) pour abattre un gouvernement après l'autre et condamner «le régime des partis» (le régime parlementaire pluraliste) ainsi convaincu d'instabilité. D'où les cris de haine lancés contre le MRP par les convulsionnaires du culte de la personnalité, mendésienne ou gaullienne.

«Démerpéïsons-nous !» s'écriait François Mauriac, maladivement prosterné devant Pierre Mendès-France, puis devant le Général de Gaulle comme il l'avait été devant le Maréchal Pétain. Remerpéïsons-nous à présent ! L'Europe nous le demande. Sa formation démocrate chrétienne, le Parti Populaire Européen (PPE), est éclipsée par les députés socialistes au parlement européen pour une seule et unique raison : la carence des chrétiens de France, pourtant si puissants, nous l'avons vu, quand on touche à leurs écoles. Une représentation française dispersée ne joue qu'un rôle marginal dans l'institution que le MRP contribua plus que personne à créer.

Le CDS s'est engagé à réagir mais en confiant sa tête de liste à Simone Veil dont l'audience, parmi les électeurs chrétiens, est limitée. Limitée par la loi sur l'avortement qui porte son nom (elle est la première à le déplorer). Limitée par son refus de siéger au PPE (Simone Veil trône depuis belle lurette au Parti Libéral). Quand les listes des candidats au Parlement européen correspondront-elles enfin aux groupes qui y siègent ?

Et puis, le CDS demeure un centre, alors que les partis-frères et le PPE recrutent jusqu'à droite. Faute de députés français, le PPE dut même ouvrir ses portes... aux conservateurs britanniques ! Le CDS interdit à notre regretté ami Alfred Coste-Floret de siéger au groupe PPE. Et Simone Veil écarta de sa liste un des présidents de commission du PPE au parlement européen, notre ami Jacques Mallet. Au profit d'un d'un cinéaste... «Il fallait un calculateur ; ce fut un danseur...» Par contre, le PPE put recruter un ex-ennemi, Valéry Giscard d'Estaing et le Général Jannou Lacaze (qui appellera à voter contre Maastricht)... MRP, où es-tu ?

Remerçons-nous ! Allons à la rencontre de ce qui fût l'électorat du MRP avant l'apparition des maîtres-fourbes cités plus haut. Que sert de recueillir les adversaires d'hier, radicaux, mendésiens, si l'on perd l'oreille des catholiques ? Est-ce sauver son âme que de sacrifier la morale chrétienne à leur éthique évolutive ? C'est tout au plus une façon de sauver son siège.

Le rassemblement des réformateurs s'entendait comme une mesure défensive, devant l'avènement du pouvoir personnel né du putsch du 13 Mai et l'imposture qui allait déraciner les pieds noirs. Mais l'heure est venue du retour à

l'offensive. Si le PS et PC ont mieux résisté que le MRP à V^e République, c'est en raison de leurs liens avec une internationale. Seul un lien direct avec l'Internationale Démocrate-Chrétienne - et le PPE - peut assurer l'avenir d'un parti chrétien, à travers les aléas et conflits de cette course permanente à la présidence qui remplace toute vie politique en France, depuis l'amendement de 1962.

Une VI^e REPUBLIQUE ?

De Julien Dray à Michel Durafour, la France réclame une VI^e République. Mais est-il nécessaire de repartir de zéro ? Telle qu'élaborée notamment par notre ami Erwin Guldner, la constitution de 1958 assurait l'équilibre des pouvoirs. C'est en abusant une opinion secouée par la tragédie algérienne qu'en pleine crise des fusées cubaines, fin 1962, le Général de Gaulle porta le coup de grâce au «régime des partis» avec l'amendement instituant l'élection d'un président absolu au suffrage universel. Cette disposition anachronique rapportée, seul manquera au parlement français un vrai parti de gouvernement. Cessons de dissimuler le lien démocrate-chrétien. Affirmons-le plutôt en créant enfin une Section Française du Parti Populaire Européen (SFPPE).

Jacques Barrot mettait en garde, dans une récente interview au QUOTIDIEN, contre l'apparition d'un parti chrétien-social, type CSU, à la droite du CDS. La parade est toute trouvée ! La référence au PPE nous l'offre. Elle ne doit surprendre personne. Populaire est le nom des partis chrétiens en de nombreux pays, des Flandres à l'Autriche. Mais c'est surtout l'adjectif choisi par les pères fondateurs du Mouvement Républicain Populaire.

Le PPE rassemble les élus

chrétiens du parlement européen, face à un PSE (Parti Socialiste Européen) dont l'archaïsme aliène l'opinion à l'idée de l'Europe et à tout fédéralisme. Le PSE dilue le noyau actif, chrétien de l'Europe dans un ensemble invertébré dont les Yougoslaves (en attendant d'autres peuples) paient cruellement l'impuissance. Le salut de l'Europe et, d'abord, celui d'une France à la dérive exigent ce retour à un passé glorieux pour un nouveau départ, sur des bases saines et sans équivoque.

Bernard Cabanes
AMRP de l'Essonne, résistant et
journaliste

9 MAI 1993 LA FETE DE L'EUROPE

Le 9 mai 1993, Le Mouvement Européen de France organise dans le parc de la Celle St Cloud la première fête de l'Europe.

Les membres de l'Amicale du M.R.P., qui sont tous des disciples de Robert Schuman, ne peuvent que se réjouir de cette initiative, qui rappellera à tous les Européens le premier acte de la construction de l'Europe Unie, le 9 mai 1950.

De très nombreux représentants des pays européens seront présents dans des stands nationaux et régionaux attractifs.

Pour tous renseignements
s'adresser au Mouvement
Européen de France
95 rue de Rennes 75006 Paris
☎ 45 49 93 93

POUR UNE CLARIFICATION ET UN RENOUVEAU DE LA POSITION FRANÇAISE DANS L'ALLIANCE ATLANTIQUE

L'Association Française pour la Communauté Atlantique considère que la France doit accélérer son évolution vers une collaboration plus complète dans le sein de l'ensemble des organismes de l'Alliance.

1 - Pendant plus d'un quart de siècle, la France, l'un des fondateurs de l'Alliance, a maintenu une position d'équilibre entre ses obligations de solidarité - auxquelles elle n'a jamais manqué - et une volonté d'indépendance et d'autonomie, parfois ombrageuse.

Analyser les causes, les avantages, les inconvénients et les conséquences d'une telle politique relève aujourd'hui autant des historiens et des polémistes que des responsables politiques. Il faut aller au-delà, surtout au moment où l'Alliance se trouve confrontée à une situation extérieure entièrement nouvelle.

2 - La seule perspective utile, selon l'Association Française pour la Communauté Atlantique, est la conciliation des intérêts permanents de la France et des droits et devoirs découlant de son appartenance à l'Alliance en tant que système de sécurité collective.

3 - D'un point de vue strictement français, on peut dire que notre pays dispose, outre d'un ensemble de forces militaires nationales dont les cohérences et complémentarités assurent encore le niveau de suffisance, d'autres facteurs très importants, dont certains méconnus, qui doivent être pris en considération :

- La France, à sa place et avec ses moyens matériels et moraux, a contribué directement à la défaite acquise sans combat à forces ouvertes contre l'URSS.

- Membre du Conseil de sécurité de l'ONU depuis l'origine, la France démontre par sa participation aux actions de salubrité internationale, objet des mandats successifs de l'ONU, qu'elle fait face à tous les devoirs de cette charge exceptionnelle.

- La France maintient, sans défaillance, sa position de puissance navale de premier rang, disposant par exemple dans l'Atlantique d'un tonnage d'environ 100.000 T à peu près équivalent à la flotte anglaise sous commandement OTAN et sans compter les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dont 3 sont en permanence à la mer.

- Malgré nombre de difficultés, par sa présence active sur les océans et les

territoires d'Outre Mer, elle contribue à la stabilité de plusieurs zones qui, pour n'être pas couvertes par l'aire du Traité Atlantique, n'en sont pas moins très importantes pour la stratégie mondiale des démocraties.

- Le Centre de Kourou, les succès d'Ariane, le rôle de pionnier de la France dans le programme Airbus, le potentiel de savoir nucléaire, l'efficacité et le haut degré de sûreté de nos centrales et la relative indépendance énergétique qui en découlent, constituent aussi des facteurs hautement positifs dans l'équation générale des forces et des faiblesses du monde occidental, c'est-à-dire en fait et à peu de choses près, des pays de l'Alliance.

4 - Au sein de l'Alliance et disposant de tels atouts, la France a-t-elle intérêt à poursuivre, dans certains domaines, une course d'apparence solitaire ?

N'a-t-elle pas au contraire, intérêt à valoriser ces atouts dans un climat de solidarité renforcée au sein de l'Alliance, lieu géométrique de confrontation des idées et d'harmonisation des décisions, dès lors qu'il s'agit d'organiser la défense et la sécurité des Etats membres au nom du principe antique selon lequel « l'union fait la force » ?

Cette force est aujourd'hui, plus que jamais, celle de la Paix.

5 - La traduction dans les faits de l'objectif politique d'identité européenne de défense, fort importante, ne se développera utilement qu'avec la France et notamment à travers une collaboration franco-allemande croissante et tendant à la permanence organique, dans le respect de l'« esprit atlantique » réaffirmé unanimement par les Alliés à la Conférence de Rome (Novembre 1991)

6 - L'Association Française pour la Communauté Atlantique - qui a enregistré avec satisfaction les récentes déclarations du ministre de la Défense sur le sujet, considère que le moment est venu pour la France de renouveler sa politique à l'égard de l'Alliance, ni soumission ni abandon mais au contraire valorisation de ses atouts et clarification de sa position.

Parmi les mesures qui, selon l'Association

Française pour la Communauté Atlantique, peuvent être prises sans délai ni sans poser de problèmes majeurs, on retiendra :

- Participation active au Conseil de Coopération Nord Atlantique dont la France est le seul membre de l'Alliance à être absent, laissant ainsi se développer un dialogue permanent entre responsables politiques et chefs militaires américains et russes - notamment.

- Entrée au Comité Militaire, au Comité des Plans de Défense, au Comité de Planification Nucléaire auxquels par exemple l'Espagne, qui refuse comme la France, l'intégration, participe sans réticences.

- Participation de plein exercice au Collège de Défense de l'OTAN à Rome, organisme unique en son genre de haute formation militaire, établi en son temps à Paris et selon le modèle de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale. Il est paradoxal de constater qu'aujourd'hui le Collège de Défense de l'OTAN reçoit des stagiaires de l'Est - et officiellement pas de Français.

Une telle politique doit impérativement relever d'un authentique consensus national. Elle est attendue et espérée par les alliés de la France, au premier rang desquels les Etats Unis d'Amérique, notre alliée de toujours.

6 - C'est au moment où un nouveau président et une nouvelle équipe s'apprentent à prendre la responsabilité de la gestion des intérêts des Etats-Unis dans le monde, qu'il apparaît important que la France fasse comprendre qu'elle est sa position fondamentale à l'égard de l'alliance - c'est-à-dire d'une entité politique et militaire sans équivalent dans le monde - ni dans l'histoire du monde - qu'elle a contribué à fonder et au sein de laquelle elle doit pouvoir jouer un rôle à la mesure de ses apports matériels et politiques.

Déclaration de l'Association française pour la Communauté atlantique (1)

(1) L'A.F.C.A., qui a été présidée pendant de nombreuses années par Alfred Coste-Floret, comprend parmi ses dirigeants actuels André Fosset et André Monteil.

POURQUOI LA « SOCIO-ECONOMIE »

C'est en dégagant le concept de la «consommativité» que la socio-économie a fait son entrée dans le mouvement des idées - et dans le catalogue, peu fourni, des théories qui peuvent prétendre à l'appellation de « générales ».

Pierre Vinot avait observé très tôt que les progrès qu'on attendait de la productivité - on les attend plus que jamais aujourd'hui - modifiaient le rapport entre l'emploi et la masse de la production obtenue. Cette modification devait entraîner, soit la réduction de l'emploi, soit un afflux de la production ; mais celui-ci n'est possible que s'il trouve son écoulement.

Un raisonnement simple montre alors que, pour que la productivité n'aboutisse pas au chômage, il est indispensable qu'il se produise, du côté de la consommation, un changement homologue de celui que la productivité entraîne du côté de la production. Cette similitude nécessaire appelait le terme même qui désigne cette autre variable : c'est la consommativité.

Dans cette voie, Pierre Vinot a aussi développé la méthode statistique des «niveaux de vie» avec ses pyramides à deux et à trois dimensions. Mais ce ne sont là que des étapes d'une recherche à laquelle se sont intéressés des esprits comme André Railliet, présentant ses «pyramides», le président Emile Roche, introduisant «l'Economie réaliste», le Recteur Brugmans, préfaçant «Unité de la Socio-économie», l'Ingénieur général Ottenheimer, ouvrant le compte rendu du Colloque de la Brévière, qui devait être suivi de beaucoup d'autres.

Aujourd'hui, pour ignorer la Socio-économie et ses apports, il faut le vouloir. Quelles sont donc les caractéristiques essentielles de la socio-économie ? Nous l'avons demandé à Pierre Vinot.

Si j'ai été amené à devoir dégager la nécessité de la socio-économie, c'est d'abord en raison des mauvais résultats auxquels aboutit l'économie conventionnelle.

Nous voyons qu'en son nom, aujourd'hui encore, on veut combattre soit le chômage, soit l'inflation, l'un par l'autre, et en y proclamant des priorités... On réussit ainsi fort bien, à tous les yeux, à obtenir les deux à la fois. Ce résultat n'est pas dû à quelque malencontreux hasard, mais bien au fait que les deux maux ont des causes intercommunicantes, et qu'en ménageant l'un - certains sont d'ailleurs ouvertement d'avis de recourir systématiquement à un déficit budgétaire encore accru pour stimuler des activités qui n'auraient, paraît-il

pas d'autre raison d'être... - on renforce en réalité les causes mêmes du mal qu'on se proposait de faire reculer...

Une position socio-économique rejette donc la lutte «alternée», et par priorités successives. Elle considère que la condition de l'efficacité est de mener la double lutte de façon combinée et simultanée.

Mais pourquoi socio-économique ? nous demande-t-on.

Ici, il faut déplorer la façon dont l'organigramme universitaire scinde les aspects de la vie en société, pour distinguer d'un côté une «science économique», et d'un autre des «sciences humaines», ou sociales...

Or, je ne connais pas de fait qui soit économique sans être social - et réciproquement.

Ainsi, ces deux formations séparées ne préparent ni l'une ni l'autre à scruter les réalités dans leur interprétation - et la causalité cybernétique, avec l'obligation d'observer les «effets en retour», ne met que davantage en évidence les inconvénients de ce cloisonnement.

Les phénomènes sont sans discontinuité. Le «domaine» est unitaire. La connaissance, l'enseignement et la recherche doivent être unitaires, comme le sont les réalités. Alors, les relations de cause à effet s'éclairent et deviennent intelligibles. C'est pourquoi nous disons qu'il y a une unité de la socio-économie, au sens où il y a en physique unité de la thermo-dynamique.

La science économique conventionnelle est trop ordinairement d'inspiration keynésienne, même dans des cas où elle cherche à s'en dégager. Elle raisonne ainsi sur un «équilibre global» de «l'offre et de la» demande, toutes deux au singulier - alors que ce qui est en cause est une multitude d'offres, et de demandes, concrètes, non substituables les unes aux autres. C'est pourquoi les réalités refusent de se calquer sur le raisonnement théorique globaliste.

En outre, la science économique, conçue dans l'univers mental du «code Civil», est fondée sur un pseudo individualisme qui d'ailleurs ne reconnaît qu'une partie de la population, - et déformée : l'homme œconomicus, conçu à l'image du «citoyen du code Civil». Ceci alors que les conditions naturelles d'existence de l'être humain sont familiales.

Cette méconnaissance de l'un des traits essentiels des motivations de l'être humain

entraîne des conséquences catastrophiques. La famille, négligée au stade des concepts, l'est et se trouve sacrifiée dans les dispositions pratiques.

La socio-économie, en prenant bien entendu pleinement en considération chaque être humain, le considère aussi dans le cadre du foyer où se forment et coexistent les générations. C'est dans le cadre de la famille, - cellule de base», a-t-on dit - que se combinent la production - le fait des apporteurs de «valeurs ajoutées» - et la consommation, le fait de tous. C'est là que s'accomplit l'alchimie des niveaux de vie, dans l'extrême diversité des ressources, et du nombre des parties prenantes.

Lorsqu'on a dégagé ces quelques idées de base, on possède les matériaux essentiels pour aborder et résoudre les problèmes de société, devant lesquels l'économie conventionnelle fait - à travers les changements politiques - la preuve répétée de son inefficacité, parce qu'en fait, et si supprimeant que cela paraisse, les schémas mentaux de base y sont les mêmes.

D'où des ententes, parfois inattendues, au-delà des clivages politiques sur une idée comme la «rigueur». Accord sur des réalités ainsi admises en commun ? Ou bien sur une méconnaissance commune de certaines réalités ?

Nous poserons, par exemple, deux simples questions :

1°) S'il y a sans conteste matière à rigueur lorsqu'on est dans la pénurie, existe-t-il concrètement quelque raison de priver les populations des moyens de se procurer des biens qu'on est en mesure de produire ?

(Et qu'on n'esquive pas la question par l'argument des importations à éviter... On ne redresse pas une balance des échanges extérieurs en réduisant systématiquement le travail).

2°) Si les familles avaient les moyens d'être logées à la mesure de leurs besoins, devrait-il y avoir crise, marasme et chômage dans le bâtiment ?

Les entreprises qui périssent et les ouvriers privés d'emploi, sont à cet égard victimes directes des idées fausses régnant dans l'économie conventionnelle.

N'auraient-ils pas profit, les uns comme les autres, à s'informer et à réfléchir sur les orientations qu'ouvre la socio-économie ?

Pierre VINOT
Ancien Membre du Conseil
Economique et Social

LE M.R.P. VU A TRAVERS LES DICTIONNAIRES

De 9 à 13 lignes chacun, c'est tout ce que les quatre principaux dictionnaires français consacrent aujourd'hui au MRP et dont nous reproduisons ci-dessous les définitions.

Un tel raccourci entraîne inévitablement des lacunes.

Un inventaire semblable serait à dresser en confrontant sur le même sujet les manuels d'histoire de France contemporaine.

Restons sans illusions : pour les générations futures, comme pour les Français de moins de cinquante ans, il n'en reste guère plus dans notre « mémoire collective », faute d'un ouvrage sérieux de référence sur les origines et l'histoire du MRP (1944-1966) écrit par un responsable du dernier carré des survivants.

G.V.

PETIT LAROUSSE

M.R.P. (Mouvement républicain populaire), parti politique français créé en 1944 et qui regroupa les démocrates-chrétiens. Après avoir connu dès 1945, un grand succès électoral au point de devenir le premier parti français, le MRP fut abandonné par une partie de ses électeurs lors de la formation du RPF (1947).

Au cours de la IV^e République, il participa à la plupart des gouvernements. En 1958, il donna son appui au Général de Gaulle. Il s'effaça, à partir de 1967, devant le Centre démocrate.

HACHETTE

(Dictionnaire de notre temps, 1989)

M.R.P. Sigle du Mouvement républicain populaire, parti démocrate-chrétien fondé en novembre 1944. Influent au début de la IV^e République, il vit son audience s'amenuiser à partir de 1947 et surtout de 1951. Après 1958, le M.R.P. (divisé sur l'affaire algérienne) connut divers clivages et disparut en 1968.

PETIT ROBERT

(tome 2)

M.R.P. Parti politique français fondé en novembre 1944 et s'inspirant des principes de la démocratie chrétienne. Le M.R.P. ralliant la majorité de l'électorat chrétien traditionnaliste, fut avec le PCF le grand vainqueur de l'élection de 1945 et forma avec celui-ci et les Socialistes, le système du tripartisme (1946-1947).

Ce parti dont plusieurs membres jouèrent un rôle important sous la IV^e République comme Présidents du Conseil ou ministres (Georges Bidault, Robert Schuman, Pierre Pflimlin), proposa un programme de réformes sociales et familiales, se fit l'artisan du rapprochement franco-allemand et de la création d'une Europe unie. Divisés sur la question algérienne, certains de ses membres se rallièrent au gaullisme, d'autres avec Jean Lecanuet au Centre démocrate (1966).

QUID

M.R.P. Fondé les 25-26 novembre 1945 (1^o). Héritier du Parti démocrate populaire et de la Jeune République de Marc Sangnier. Leaders : Maurice Schumann, Georges Bidault.

Elections 1945 : 25% - 1946 : 28%. La référence chrétienne rassurait les conservateurs dont certains avaient été vichystes (les adversaires du MRP parlaient de machine à ramasser les Pétainistes). Rompt avec de Gaulle quand il dénonce la Constitution de 1946; concurrence avec Antoine Pinay; hostilité avec Pierre Mendès France jugé pas assez partisan de la C.E.D. Réussit la réintégration des catholiques dans la République.

(1) Inexactitude du «Quid» qui rajeunit d'un an l'acte de naissance du M.R.P. Celui-ci fut fondé, en réalité, dès les 24-25 novembre 1944, trois mois après la Libération de Paris, par le congrès constitutif tenu dans la salle de la Société de géographie, à l'ombre de Saint-Germain des Prés, boulevard Saint-Germain, Paris VI^e conformément au projet élaboré dans la clandestinité en 1943 et 1944, à Lyon et dans l'Ardèche, par Gilbert Dru, Maurice-René Simonet et André Colin, trois amis jécistes décédés qui furent les pères fondateurs du M.R.L. (Mouvement Républicain de Libération)

Georges Verpraët

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS en 43 volumes (1789-1939) (Ed. ouvrières)

Œuvre sans précédent par son ampleur et par sa démarche, ce Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier compte 43 volumes de 1789 à 1939, 110.000 biographies, 30 ans de travail collectif, 370 collaborateurs.

Conçu en 1955 et publié à partir de 1964 par les Editions ouvrières, le «**Maitron**» se divise en quatre périodes :

1789 - 1864 : De la Révolution française à la Première Internationale (3 volumes),

- 12.000 biographies de créateurs connus ou inconnus du mouvement ouvrier. Parmi eux, Gracchus Babeuf, Auguste Blanqui, Victor Considérant, Charles Fourier, Henri de Saint-Simon.

1864 - 1871 : La Première Internationale et la Commune (6 volumes).

- 13.000 biographies de membres de la Première Internationale et de combattants de la Commune.

1871 - 1914 : De la Commune à la Grande Guerre (6 volumes).

- 12.000 biographies de syndicalistes, socialistes, anarchistes et de coopérateurs.

1914 - 1939 : De la Première à la Seconde Guerre mondiale (28 volumes).

- 73.000 responsables politiques, syndicaux, coopératifs, mutualistes...

La publication le 3 février 1993 du tome 43 (Val-Zy) marque l'aboutissement de cette œuvre collective publiée progressivement depuis 1964 par les Editions ouvrières, à l'initiative et sous la direction jusqu'à sa mort en 1987 de

Jean Maitron historien militant qui accomplit un travail de pionnier.

Dès 1949, inquiet de voir les archives ouvrières disparaître dans l'indifférence des militants et des pouvoirs publics, Jean Maitron participe à la création de l'Institut français d'histoire sociale. Nommé maître-assistant à la Sorbonne en 1963, il y anime jusqu'à sa retraite en 1975 le Centre d'histoire du syndicalisme. Il avait créé en 1953 un bulletin, «L'actualité de l'histoire, qui allait devenir «Le Mouvement social».

Lorsque Jean Maitron quitte «Le Mouvement social», il consacre tout son temps au «Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français».

Georges Verpraët

L'ETERNEL COMBAT DE L'ABBE PIERRE EST AUSSI LE NOTRE

Nous l'avons dit tout récemment dans « le M.R.P. vous parle » sous le titre «la Misère à Paris», qui nous a valu de nombreuses approbations et même des abonnements.

Nous devons y revenir aujourd'hui en soulignant avec grand plaisir la campagne menée à l'occasion des élections législatives par la «Fondation Abbé Pierre » qui demande aux candidats de s'engager «à faire reconnaître comme priorité nationale le devoir de la Nation de garantir le « droit au logement pour tous» et d'agir de toutes leurs forces pour le logement des «sans toit»

Fondation Abbé Pierre - B.P. 205 - 75624 Paris Cedex 13 - CCP 13.33.E Paris

REUNION DU COMITE DIRECTEUR DE L'AMICALE DU M.R.P. 26 FEVRIER 1993

Le Comité directeur s'est réuni le vendredi 26 février au siège de l'Amicale 133 bis rue de l'Université, sous la présidence de Robert Prigent.

Etaient présents : Suzanne BOULAY, Bertrand CHAUTARD, Pierre CHANTELARD, Jean COVILLE, Cyriaque DECAMME, André DENIS, Jacques DUBOIS, Lucien GAILLARD, Christiane HENRY, Gabrielle JOLY, Pierre KEUTEN, Gilbert LAUSENT, René LIGER, Jacques POIREL, Henri SPORTES, Germaine TOUQUET.

S'étaient excusés : Jean CAYEUX, Jean CHELINI, Georges COUDRAY, Léon LAPRA.

Robert Prigent rappelle, tout d'abord, aux membres du Comité que, depuis plusieurs mois, il les a informés de son intention de démissionner de ses fonctions de président de l'Amicale et qu'il a même fixé comme terme de ses fonctions la date du 31 décembre 1992.

En réponse à plusieurs amis qui insistent auprès de lui pour qu'il reste à ce poste encore quelque temps, il déclare que cette décision

fait partie d'un ensemble d'autres décisions analogues qu'il a prises ces derniers temps concernant l'abandon de diverses autres responsabilités qu'il assumait dans divers organismes, et qu'il se refuse à accepter un nouveau report de la date qu'il a fixée l'an dernier.

Devant cette attitude catégorique, les membres du Comité directeur déclarent prendre acte, avec grand regret, de cette démission de notre Président et chargent le bureau de prendre les contacts nécessaires pour que puisse être désigné un remplaçant.

Ils estiment qu'en attendant que ce remplacement soit effectué, il appartient aux deux Vice-Présidents - Louis BOUR et Jean CAYEUX - d'assurer l'intérim, ainsi que le prévoient les statuts de l'Amicale.

Il est envisagé d'organiser quelque temps avant la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, une nouvelle réunion du Comité Directeur, au cours de laquelle il sera procédé à un renouvellement du bureau.

En prévision de ce renouvellement, le Comité souhaite que l'on fasse un appel parmi tous

les membres du Comité directeur, afin de savoir quels sont ceux d'entre eux qui seraient candidats au bureau.

Plusieurs amis, notamment Germaine TOUQUET et André DENIS font part de leurs observations concernant la rédaction du dernier numéro du bulletin « Le MRP vous parle ». Ils expriment le regret que la parution de ce bulletin n'ait pas été précédée d'une réunion du Comité de rédaction constitué en janvier 1992.

Jean COVILLE fait observer qu'en tête du bulletin il est précisé qu'il s'agit d'une « tribune libre des anciens du MRP ». Cependant, plusieurs amis pensent qu'il y a lieu de veiller à un meilleur équilibre entre les diverses tendances et de ne pas ouvrir les colonnes du journal à n'importe quelle personnalité n'ayant aucun rapport avec le M.R.P. Deux membres du Comité de rédaction - Germaine TOUQUET et Jacques GISSINGER - sont alors désignés pour assumer cette responsabilité.

Gabrielle JOLY

ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale de l'Amicale du M.R.P. se tiendra mardi 4 mai au Sénat.

Pourront y assister ceux des adhérents qui ont payé leur cotisation en 1992 ou 1993.

Ils recevront une convocation individuelle à cet effet.

Contrairement à ce qui est indiqué dans le compte rendu du Comité Directeur, l'intérim de la présidence de l'Amicale n'est pas assuré par les 2 vice-présidents Louis Bour et Jean Cayeux, qui y ont renoncé. Il est assuré par André Fosset.

Une très grande nouvelle : l'O.N.U. a reconnu le 17 octobre

Cette date a été déclarée « journée internationale pour l'élimination de la pauvreté ».

Ainsi en a décidé l'Assemblée Générale des Nations Unies dans une résolution du 22 décembre 1992.

Le choix de la date du 17 octobre trouve son origine dans l'inauguration, le 17 octobre 1987, sur la place du Trocadéro à Paris, d'une dalle à la mémoire des victimes de la misère.

Les Nations Unies ont ainsi manifesté leur accord avec l'action menée par le Père Joseph Wrésinski et l'Association Internationale «A.T.D. Quart Monde».

Nous vous associons pleinement à cette action essentielle et la recommandons à nos lecteurs.

A.T.D. Quart Monde, 107 Av. du Gal Leclerc - 95480 Pierrelaye.

L'Association publie un très intéressant journal mensuel, dont le titre est «Feuille de route».

Le numéro de mars 1993 décrit la campagne menée dans le monde entier pour parvenir à la décision des Nations Unies.

Cet appel pour le refus de la misère portait un titre : « un bien commun : la dignité de tous ».

RAPPEL

Nous rappelons aux lecteurs du «M.R.P. vous parle» que l'abonnement à ce petit journal est de 20 francs par an.

Quant à la cotisation des adhérents à l'Amicale elle est de 100 francs par an.

Pour nous aider à bien accomplir notre mission, tant sur le plan du fonctionnement de l'Amicale que sur celui de la publication du «M.R.P. vous parle», nous demandons aux uns et aux autres de bien vouloir nous adresser les sommes indiquées ci-dessus, s'ils ne l'ont pas déjà fait cette année, en nous retournant le bulletin figurant au verso.

Il est toujours accusé réception des versements des uns et des autres et les adhérents reçoivent une vignette à apposer sur leur carte.

Avez-vous lu l'ouvrage de Roland Boudet ?

« Né en 13 »

Voulez-vous revivre ou connaître ces soixante-quinze dernières années ?

Né le 9 novembre 1913 à Bubertré (Orne), Roland BOUDET a eu une vie mouvementée. Le destin lui a fait rencontrer des événements historiques de première grandeur. S'il en a été fortement marqué, c'est parce qu'il s'est très jeune trouvé entraîné dans la politique, et que non seulement il a adhéré au Parti communiste, mais qu'il y a pris des responsabilités qui l'ont tout de suite placé en première ligne des combats idéologiques.

Fort heureusement, son bon sens, son patriotisme, son habileté, sa sincérité et son ascendant naturel sur ses concitoyens lui ont permis de rétablir sa situation et de gravir rapidement les étapes qui l'ont fait député de l'Orne, centriste, et l'ont mené jusqu'au Palais Bourbon où il a siégé de 1958 à 1978.

Pour autant sa vie de député fut aussi mouvementée, que sa vie de militant, car s'il a quitté le Parti communiste lors du Pacte germano-soviétique, il a plus tard adopté avec fougue la défense de L'Algérie française. Le destin lui a permis de donner toute la mesure de ses capacités en lui donnant l'occasion d'être élu conseiller général, puis maire de l'Aigle pendant plus de 20 ans. Pendant ces mandats, il a effectué un travail très important pour doter sa ville de réalisations remarquables tant scolaires, sociales, sportives que commerciales.

R. PRIGENT



Nos lecteurs peuvent se procurer ce livre en retournant le bon de commande ci-dessous accompagné du règlement à l'adresse suivante :

Mme ROLAND BOUDET, 61300 ST-SULPICE-SUR-RISLE

Je soussigné (e) Prénom :

Adresse : Code postal :

Je désire recevoir exemplaire(s) de « NÉ EN 13 » à 100,00 F ; F

Frais de port et d'emballage forfaitaire : 20,00 F

Soit : F

Je souhaite que ce livre soit dédié à

Ci-joint mon règlement à l'ordre de Mme ROLAND BOUDET.



BULLETIN

1 - D'ADHESION A L'AMICALE DU MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE

133 bis, RUE DE L'UNIVERSITE 75007 PARIS - TEL : 47.05.84.51

2 - DE RENOUVELLEMENT DE COTISATION 1993

3 - D'ABONNEMENT AU BULLETIN « LE M.R.P. VOUS PARLE »

NOM PRENOM

ADRESSE



Ci-joint : Cotisation de 100 Francs

Abonnement de 20 Francs par

1 - Chèque bancaire

2 - Chèque ou virement postal au CCP PARIS N° 4723 - 45 Z

au nom de « Amicale du M.R.P. »

1 - 2 Rayer la mention inutile